



Un Palestinien manifeste à Ramallah, en Israël, le 18 octobre 2023. [MARCUS YAM/LOS ANGELES TIMES VIA GETTY IMAGES]

Vérités et mensonges sur la guerre entre Israël et le Hamas

La contre-attaque d'Israël est-elle pire que le massacre du 7 octobre perpétré par le Hamas ? Voici les faits.

- Mihailo S. Zekic
- [15/03/2024](#)

Des familles irrémédiablement déchirées par des maniaques génocidaires. Des communautés autrefois paisibles souillées par le sang d'innocents. Des armées étrangères qui ont procédé au nettoyage ethnique de villes qui avaient été bercées par un faux sentiment de sécurité. Des défenseurs qui luttent pour leur famille, qualifiés de meurtriers extrémistes.

C'est ce qui s'est passé lors de l'invasion du 7 octobre 2023 par le Hamas et la guerre qui s'en est suivie, et tel est le récit le plus répandu dans les médias. Mais dans un nombre étonnant de cas, ce n'est pas *Israël* qui est désigné comme la victime. Beaucoup affirment que *le Hamas* est la victime dans ce conflit—que *son* peuple est injustement massacré—qu'*Israël* est *l'agresseur* et *le méchant*.

PT_FR

Beaucoup de propagande circule au sujet de l'attaque du Hamas contre Israël et de l'effort de guerre qui s'ensuit. Une partie de cette propagande est bien intentionnée mais mal informée. Mais une grande partie, si ce n'est la majeure partie, relève d'une tentative délibérée de cacher les faits et d'obscurcir les rôles du Hamas et d'Israël. Voici quelques fausses affirmations courantes—et la vérité qui se cache derrière.

Mensonge Le Hamas est une source d'information digne de confiance.

« Les chiffres [du ministère de la Santé du Hamas] ne sont peut-être pas parfaitement exacts d'une minute à l'autre. Mais ils reflètent largement le nombre de morts et de blessés. »

—Michael Ryan

Fonctionnaire de l'Organisation mondiale de la Santé

En calculant le nombre de morts, la seule organisation disposant d'un décompte officiel est le ministère de la Santé de Gaza, dirigé par le Hamas. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le ministère affirme que plus de 11 000 gazaouis sont morts. Tant que la guerre n'est pas terminée et qu'il n'y a pas plus d'observateurs pour faire le décompte, il est pratiquement impossible de vérifier ces chiffres de manière indépendante. Les chiffres du ministère de la Santé lors des guerres précédentes ont apparemment été corroborés par des organismes tels que les Nations unies (malgré l'antisémitisme institutionnel).

Mais le manque de fiabilité du ministère de la Santé a été démontré dans un cas où le nombre de morts *abien* été *examiné* par des observateurs extérieurs : l'explosion de l'hôpital arabe al-Ahli. Une explosion s'est produite dans cet hôpital de la ville de Gaza le 17 octobre. Le Hamas a affirmé qu'une frappe israélienne avait provoqué l'explosion et fait 500 victimes. Il s'avère que l'explosion a été provoquée par un tir de roquette raté par le Jihad islamique palestinien, un groupe terroriste allié du Hamas. La roquette n'a même pas touché directement l'hôpital ; elle a explosé dans le stationnement. L'Église d'Angleterre, qui gère l'hôpital, a déclaré qu'environ 200 personnes avaient trouvé la mort. Les services de renseignement américains estiment que ce chiffre pourrait être même plus bas. Au fur et à mesure que des informations ont filtré sur les circonstances réelles de l'explosion, le Hamas a revu ses chiffres.

« Le Hamas a clairement intérêt, du point de vue de la propagande, à gonfler autant que possible le nombre de victimes civiles », a tweeté le 24 octobre un ancien chef du bureau d'*Reuters* à Jérusalem. « Il fut un temps où l'on pouvait se fier aux chiffres du ministère. Les médecins et les administrateurs savaient ce qu'ils faisaient [et] faisaient preuve de professionnalisme. Mais cela fait maintenant 16 ans que le Hamas est au pouvoir à Gaza. Il a réduit à néant l'honnêteté et la probité. Tout responsable de la santé qui sort du rang et ne donne pas le nombre de morts que le Hamas veut voir communiqué aux journalistes s'expose à de graves conséquences. »

Le Hamas ne dirige pas une démocratie libérale, mais un État islamiste totalitaire qui torture et exécute les lanceurs d'alerte, les dissidents, les collaborateurs et tous ceux qui remettent en cause son pouvoir à Gaza. Même des médecins bien intentionnés s'exposent à de graves risques pour la moindre déclaration présentant le Hamas comme autre chose qu'une victime innocente.

Il a également été prouvé que le Hamas fabriquait des preuves de crimes de guerre israéliens. Il a depuis été prouvé que les photographies de nourrissons gazaouis ensanglantés étaient générées par l'intelligence artificielle. Le Hamas a réutilisé des vidéos datant d'années antérieures en les présentant comme des preuves de ce qu'Israël fait aujourd'hui. Dans un cas, le Hamas a publié une vidéo prétendant montrer des soldats israéliens en train de kidnapper des jeunes filles palestiniennes. Les vérificateurs de faits ont découvert que la vidéo datait de deux ans et qu'elle montrait des filles en pleurs demandant à des policiers israéliens de libérer leur frère.

Si les preuves des crimes de guerre israéliens étaient abondantes, pourquoi le Hamas devrait-il fabriquer de fausses preuves ?

Mensonge - Israël occupait Gaza.

« Israël reste la puissance occupante du territoire palestinien occupé, qui comprend également la bande de Gaza. »

—Conseil des droits de l'homme des Nations unies

Qualifier Gaza de « territoire occupé », c'est ignorer qu'Israël ne contrôle plus la bande de Gaza depuis près de 20 ans. En 2005, sous le Premier ministre Ariel Sharon, Israël s'est complètement retiré de Gaza. De 2005 à aujourd'hui, aucune partie de Gaza n'était sous le contrôle de l'armée israélienne. Israël a imposé un blocus à Gaza—en contrôlant strictement les entrées et les sorties—mais il

ne s'agit pas d'une occupation.

Mensonge - Gaza est une « prison à ciel ouvert ».

« Israël, avec l'aide de l'Égypte, a transformé Gaza en une prison à ciel ouvert. »
—Omar Shakir

Directeur de *Human Rights Watch* pour Israël et la Palestine

Oui, les conditions à Gaza sont difficiles. C'est à cause du Hamas. C'est le Hamas qui torture les dissidents. C'est le Hamas qui se livre à des guerres de territoire avec les groupes terroristes rivaux. C'est l'antagonisme permanent du Hamas à l'égard d'Israël qui a contraint l'État juif à lui couper l'accès au commerce—pour la même raison que les États-Unis ont imposé un blocus à Cuba, que la Corée du Sud a imposé un blocus à la Corée du Nord et que l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont une frontière fermée. Cela n'a pas empêché Israël de laisser Gaza partager son électricité et son eau. Et cela n'a pas empêché Israël de laisser entrer à Gaza des centaines de millions de dollars d'aide étrangère.

Par ailleurs, qualifier Gaza de « prison à ciel ouvert » implique que les habitants de Gaza ne peuvent pas partir. C'est manifestement faux. *Le Meir Amit Intelligence and Terrorism Information Center* (*Centre d'information Meir Amit sur le terrorisme et le renseignement*) estime qu'entre 250 000 et 350 000 gazaouis ont émigré depuis que le Hamas a pris le pouvoir en 2007. Les habitants de Gaza peuvent émigrer en demandant un visa, comme n'importe quel ressortissant. Des milliers de Gazaouis avaient l'autorisation de travailler en Israël avant le 7 octobre.

Gaza n'est pas non plus complètement encerclée par Israël. Elle partage une frontière avec l'Égypte. Les politiques frontalières de l'Égypte étaient tout aussi restrictives avant le 7 octobre. L'Égypte n'a aucune revendication sur le territoire de Gaza ; elle n'occupe plus Gaza depuis 1967. L'Égypte n'est pas impliquée dans cette affaire en ce qui concerne la « solution à deux États ». Pourtant, elle a continué à imposer des restrictions relatives aux personnes qui pouvaient ou ne pouvaient pas entrer en Égypte depuis Gaza—comme on peut s'y attendre lorsqu'on a affaire à un régime terroriste.

Mensonge - Tout ce que veulent les Palestiniens, c'est une solution à deux États.

« La solution à deux États est beaucoup plus probable qu'elle ne l'était il y a quelques mois ou quelques années. »
—Ursula von der Leyen

Présidente de la Commission européenne

Si tel était le cas, le 7 octobre n'aurait pas eu lieu. C'est parce que Gaza *était* la solution à deux États. Gaza était indépendante.

Le Hamas dispose de son propre gouvernement, ses propres lois, sa propre armée et sa propre politique étrangère. Il est doté de ses propres forces frontalières qui contrôlent les entrées et les sorties de Gaza. Il a sa propre économie, principalement constituée d'aide humanitaire et de financements clandestins en provenance de l'Iran et du Qatar. Les seules choses qu'Israël partage avec Gaza sont le shekel comme monnaie et certains services publics.

Par rapport à la Cisjordanie, les relations de Gaza avec Israël étaient beaucoup plus simples. Il n'y avait pas de querelles pour savoir qui contrôlait tel ou tel secteur. Il n'y avait pas de conflits entre les habitants de Gaza et les colonies israéliennes ; toutes les colonies israéliennes ont été abandonnées en 2005. Il n'y a pas eu de conflits pour savoir qui contrôlerait les lieux saints à la frontière. Israël a traité Gaza comme un État indépendant. Et si Gaza avait déclaré l'indépendance et la paix, Israël l'aurait reconnu sans hésiter.

Gaza n'existe pas en tant qu'entité diplomatiquement reconnue, principalement parce que cela impliquerait la reconnaissance d'Israël, ce que le Hamas ne fera jamais. Il souhaite également contrôler la Cisjordanie, mais la priorité du Hamas est la destruction du « régime sioniste ».

Mensonge - Le Hamas souhaite vivre en paix avec Israël et reconnaît le droit d'Israël à exister.

« Israël existera et continuera d'exister jusqu'à ce que l'islam l'anéantisse, comme il en a anéanti d'autres avant lui. »
—Préambule de la Charte du Hamas

Mensonge - Ce n'est pas le Hamas qui a assassiné plus de 300 fêtards au festival de musique Supernova le 7 octobre—c'était le gouvernement israélien.

« Le gouvernement israélien a permis à la police et à l'armée d'occupation de tuer tout le monde. »—Ministère des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne

L'Autorité palestinienne (AP) a déclaré sur les réseaux sociaux, dans un message désormais supprimé, qu'Israël était responsable de la mort des 364 personnes présentes au festival Supernova. L'Autorité palestinienne a fait référence à la Directive Hannibal, une politique gouvernementale censée autoriser les Forces de défense d'Israël (fdi) à agir de la sorte. La Directive Hannibal était un ordre militaire abrogé en 2016 qui permettait aux FDI de faire tout ce qui était nécessaire pour empêcher l'enlèvement d'un collègue soldat, même si cela devait mettre en danger la vie du soldat.

La base de l'affirmation faite par l'AP est très probablement un article du *Haaretz* du 18 novembre qui cite une source policière anonyme affirmant qu'un hélicoptère des fdi pourrait avoir accidentellement touché une poignée de civils alors qu'il poursuivait le Hamas, ce que les fdi nient avoir fait. Affirmer qu'Israël est responsable du meurtre de plus de 300 Israéliens, c'est ignorer les témoignages de milliers de personnes, ainsi que le fait que l'Autorité palestinienne a renoncé à ses allégations.

Mensonge - Israël ne fait pas assez pour éviter les pertes civiles.

« Les précautions nécessaires n'ont pas été prises pour éviter de causer des dommages excessifs aux civils et aux biens de caractère civil, ce qui est contraire au droit international humanitaire. »—*Amnesty International*, Royaume-Uni

Gaza partage une frontière commune avec l'Égypte. C'est l'Égypte qui, dans un premier temps, a refusé la mise en place d'un couloir humanitaire permettant l'entrée de l'aide et la sortie des civils de Gaza. Depuis, l'Égypte a autorisé les deux. Depuis le 9 novembre, Israël a accepté des pauses quotidiennes de quatre heures pour permettre aux civils de fuir le nord-est de Gaza, épicerie des combats. Israël a lui-même ouvert des couloirs permettant aux civils de quitter la ville de Gaza en toute sécurité. Avant de lancer des frappes aériennes, les fdi prévient les habitants de Gaza par des dépliant, des appels téléphoniques et des SMS. Après la prise par Israël de l'hôpital al-Shifa, que le Hamas avait utilisé pour retenir des otages israéliens, Israël a aidé l'hôpital à poursuivre ses activités en lui fournissant des couveuses, de la nourriture pour bébés, de l'eau et d'autres fournitures.

Mensonge - Israël est un État d'apartheid.

« Tant que notre pays fournira des milliards de dollars de financement inconditionnel pour soutenir le gouvernement d'apartheid [en Israël], ce cycle de violence dévastateur se poursuivra. »—Rashida Tlaib, représentante au Congrès des États-Unis

On compare souvent le traitement par Israël des Arabes et autres minorités à la privation des droits des Noirs en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid. C'est loin d'être vrai. La communauté arabe d'Israël contribue à la société en tant que politiciens, acteurs, journalistes, entrepreneurs, soldats, personnel hospitalier et agents humanitaires. La Knesset d'Israël compte des législateurs arabes. Le gouvernement précédent, en place jusqu'en 2022, comptait des membres arabes au sein de son cabinet. Les citoyens arabes jouissent de l'égalité des droits et sont exemptés de la conscription obligatoire en Israël. Contrairement à de nombreux voisins d'Israël (y compris Gaza), les Arabes sont libres de renoncer à l'islam sans se faire couper la tête. Les femmes musulmanes peuvent se promener en public sans foulard ni accompagnement masculin. Grâce au Waqf jordanien, la communauté musulmane peut pratiquer son culte à la mosquée al-Aqsa et au dôme du Rocher sans contrôle du gouvernement israélien.

Mensonge - L'Autorité palestinienne est digne de remplacer le gouvernement de Gaza.

« La solution [au conflit] passe par le retour de l'Autorité palestinienne à Gaza. »—Josep Borrell

Haut représentant de l'Union européenne

Plusieurs en Occident, y compris le gouvernement américain, considèrent l'Autorité palestinienne comme le remplaçant naturel du Hamas en tant qu'autorité dirigeante à Gaza, une fois la guerre terminée. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a exclu cette possibilité.

Le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, n'est pas un djihadiste islamiste. Mais c'est en dictateur qu'il dirige le territoire qu'il contrôle. Il n'y a pas eu d'élections présidentielles depuis 2005, ni d'élections législatives depuis 2006. L'AP d'Abbas a soutenu financièrement les familles de terroristes incarcérés dans les prisons israéliennes. Il est bien connu que le programme éducatif de l'AP comprend de la propagande anti-israélienne. Le matériel scolaire de Cisjordanie encourage les enfants à haïr les Juifs et à aspirer à devenir des martyrs pour la cause de la « libération ».

Il existe également des preuves que le Fatah lui-même a participé au massacre. Le groupe terroriste Brigade des martyrs d'Al-Aqsa a publié des vidéos de ses membres en train d'attaquer le kibboutz Nahal Oz le 7 octobre. La Brigade des martyrs d'Al-Aqsa prétend être la branche militaire du Fatah, ce que ce dernier nie. Mais en 2004, le Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Ahmed Qoreï, a affirmé aux médias britanniques : « Nous avons clairement déclaré que les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa font partie du Fatah. Nous sommes engagés avec eux et le Fatah assume l'entière responsabilité de ce groupe. »

Il est impossible qu'Abbas n'ait pas été au courant de la participation de la brigade au massacre. Soit il a soutenu ce qu'ils ont fait, soit il s'est senti impuissant à les arrêter. Quoi qu'il en soit, cela montre que le Fatah n'est pas un partenaire sécuritaire auquel Israël peut faire confiance à Gaza.

Pourquoi ces mensonges ?

John Adams est célèbre pour avoir dit : « Les faits sont des choses têtues ; et quels que soient nos souhaits, nos préférences ou les diktats de nos passions, ils ne peuvent pas modifier l'état des faits et des preuves. » Nombreux sont ceux qui affirment qu'Israël mène une guerre injuste et inutile, qu'il commet un génocide contre les Palestiniens, que le Hamas est en quelque sorte devenu le « protagoniste » du conflit. Répandre ce récit signifie ignorer délibérément une pléthore de preuves du contraire, ainsi que fabriquer des preuves (facilement réfutables). Si le Hamas était dans son bon droit dans ce conflit, de tels mensonges ne seraient pas nécessaires.

Le Hamas n'a pas besoin de mentir. Cela fait des décennies qu'il ne cache pas son objectif de détruire Israël. S'il tenait tant à entretenir de bonnes relations publiques, il aurait pu commencer par ne pas utiliser son propre peuple comme boucliers humains ou torturer les dissidents parmi la population de Gaza. Le Hamas veut que les médias internationaux se rangent de son côté pour faire pression sur Israël d'arrêter la guerre, alors il n'est pas surprenant qu'il fasse de fausses déclarations. Mais l'ampleur des mensonges—et le fait que leurs auteurs

aient pu s'en tirer quant à l'opinion de tant de personnes—est remarquable.

Un Juif célèbre du pays d'Israël a dit un jour : « Vous avez pour père le diable, et vous voulez accomplir les désirs de votre père. Il a été meurtrier dès le commencement, et il ne se tient pas dans la vérité, parce qu'il n'y a pas de vérité en lui. Lorsqu'il profère le mensonge, il parle de son propre fonds ; car il est menteur et le père du mensonge » (Jean 8 : 44).

Jésus a dit que le mensonge et le meurtre vont de pair. Lorsqu'on compare à cela le niveau de mensonge digne de la tour de Babel du Hamas et d'autres organisations concernant le bilan du plus grand massacre de Juifs depuis l'Holocauste, on ne peut s'empêcher de remarquer le lien.

Jésus a également dit que « vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous affranchira » (verset 32). Plus cette vérité est ignorée dans la guerre entre Israël et le Hamas, plus Israël sera contraint de reculer. Cela signifie que plus le Hamas sera en mesure de s'accrocher au pouvoir, plus il y a de chances qu'il reproduise le 7 octobre.

La vérité expose le mal. La vérité montre à une nation la bonne voie à suivre. Et la vérité apporte une justice fondamentale à ceux qui ont été lésés. S'il est un moment où Israël et le monde doivent mettre de côté les mensonges et accepter la vérité, c'est bien aujourd'hui. De peur que l'histoire ne se répète.